

CONSEIL MUNICIPAL du 31 mars 2005

dix-neuf présents pour les points 1 à 5, vingt présents à compter du point 6.

0. PV du 20 décembre 2004

Adopté à l'unanimité.

1. Compte administratif 2004

Le Maire présente le compte administratif 2004, qui se résume ainsi :

En fonctionnement :	Dépenses: 1 403 014.86	
	Recettes : 1 882 969.00	soit un excédent de 479 954.14 €
En investissement :	Dépenses: 4 188 755.93	
	Recettes : 4 460 573.68	soit un excédent de 271 817.75 €

Le résultat de clôture s'élève à un excédent de 751 771.89 €uros.

Le Maire quitte la séance après avoir laissé la présidence à Pierrot Bosser, pour procéder au vote du Compte Administratif, qui est adopté à l'unanimité (19 pour).

2. Commune : Affectation des résultats 2004

Le Maire précise que compte tenu du programme de travaux prévu en investissement 2005, la commission propose d'inscrire une partie du résultat 2004 de **fonctionnement (456 510 €)** en recette d'investissement au **compte 1068** du budget 2005 et l'autre partie au **compte 002** Excédent de Fonctionnement reporté pour **23 444.14 €**

Dans la partie **investissement**, qui dégage un excédent de **271 817.75 €uros**, il est proposé l'affectation au **compte 001** Solde d'exécution de la section d'investissement reporté pour le même montant. Le conseil municipal entérine la proposition à l'unanimité (19 pour).

3. Commune : Vote des taux d'imposition

Le Maire informe l'assemblée des conclusions de la commission des finances, qui propose à partir des bases d'impositions notifiées par la Direction Générale des Impôts, de maintenir les taux d'imposition votés pour l'exercice 2005.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (19 pour) décide de maintenir les taux d'imposition.

Les taux sont pour l'année 2005 :

Taxe d'Habitation :	9,36 %
Taxe Foncière Propriétés Bâties :	13,12 %
Taxe Foncières Propriétés Non Bâties :	32,07 %

4. Commune : Budget Primitif 2005

Le Maire présente à l'assemblée le projet de budget primitif suivant, qui s'équilibre en Recettes et en Dépenses :

En investissement,	2 614 990 €
En fonctionnement,	2 022 887 €

Proposé au vote du conseil municipal, le budget primitif 2005 est adopté à l'unanimité (19 pour).

5. Office de Tourisme – subventions

Le Maire fait part à l'assemblée de la demande de subvention de l'office de Tourisme de Plozévet. Le bilan pour l'année 2004 s'élève à 16865.64 €. Pour l'année 2005, le prévisionnel se monte à 19 270 €. Le bureau municipal propose d'accorder la subvention conformément à la convention. Pierrot Bosser, premier adjoint, fait part de son souhait de voir les communes limitrophes s'impliquer également dans la promotion du tourisme.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (19 pour) décide d'octroyer la subvention telle que le prévoit la convention.

6. Convention avec la CCHPB pour l'assainissement collectif du futur lotissement

Le Maire rappelle que dorénavant, c'est la Communauté de Communes, qui a la compétence de l'assainissement et qui propose la signature d'une convention pour le lotissement Hameau des Saules.

L'opération comprend une partie d'extension de réseau. Le coût total est estimé à 48 000 €HT, financé en partie par la PRE (Prime de Raccordement aux Egoûts) à la charge de chaque bénéficiaire et également par des subventions. La convention précise que l'opération est entièrement menée par la Communauté. Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (20 pour) autorise le Maire à signer la convention.

7. Convention avec France Telecom pour l'enfouissement des réseaux

Jean-Bernard Yannic, adjoint aux Travaux et Voirie informe les conseillers que des travaux d'enfouissement de réseaux sont actuellement en cours route de Quimper. France Telecom propose de signer une convention permettant de fixer les conditions de coordination et de financement des travaux d'amélioration esthétique et de dissimulation des réseaux existants. Le devis estimatif des travaux de câblage se monte à 2 873.70 €HT dont 55,56% à la charge de la Commune, soit 1 596.50 €.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (19 pour, 1 abstention) autorise le Maire à signer la convention et prévoit la dépense au budget.

8. Contrat d'entretien matériel photocopies

Le Maire informe l'assemblée de la nécessité de renouveler le matériel de photocopie installé dans les écoles élémentaire et maternelle, qui arrive en fin de contrat de maintenance. Le bureau propose de retenir du matériel de chez Mécabureau pour un montant de 3 751 €TTC, et d'y associer le contrat de maintenance pour une période de 5 ans, pour un montant annuel équivalent à 0,008 centimes la feuille.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (20 pour) autorise le Maire à passer la commande et signer le contrat de maintenance, et prévoit la dépense au budget.

9. Contrat d'entretien espaces verts

Annie Marzin, adjointe à l'Environnement et l'Urbanisme fait le point sur les entretien d'espaces verts. Depuis l'an passé, le contrat est conclu avec les ateliers protégés ADC, Ateliers De Cornouaille. Le montant du devis demandé s'élève pour 2005 à 7 016.70 €. Il englobe l'entretien des massifs d'arbustes, la tonte de certaines pelouses, le nettoyage et débroussaillage des sites patrimoniaux et l'entretien spécifique des fours à goémon. Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (20 pour) autorise le Maire à signer la convention et prévoit la dépense au budget.

10. Contrat de désaupisation

Annie Marzin, adjointe à l'Environnement et l'Urbanisme, rappelle qu'une opération de désaupisation a été réalisée l'an passé, avec succès. Les services des espaces verts souhaitent renouveler l'expérience. Le montant annuel proposé pour 2005 s'élève à 1 560 €HT avec la Société APA.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (20 pour) autorise le Maire à signer le contrat et prévoit la dépense au budget.

11. T Travaux de restauration de l'Eglise : modificatif du plan de financement – 3ème tranche

Le Maire fait état de l'avancée des travaux de restauration de l'Eglise de Saint-Démet, qui sont actuellement dans la fin de la seconde tranche. Les dossiers pour la troisième et dernière tranche ont été élaborés par M. Le Moën, architecte qui en a réévalué le montant, pour tenir compte de l'évolution des travaux. Il conviendrait alors d'apporter un modificatif au plan de financement initial.

Pour mémoire, le plan de financement initial était le suivant :

Tranche 1 A	134 186,94 €
Tranche 1 B	109 789,32 €
Tranche 2	135 004,57 €
Tranche 3	149 241,52 €
TVA	103 692,38 €

La tranche 3 est réévaluée à 203 654.33 €HT. L'édifice étant inscrit à l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques, les subventions attendues sont les suivantes :

DRAC	15 %
CRégional	20 %
CGénéral	22.5 %

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (20 pour) autorise le Maire à rectifier le plan de financement et prévoit la dépense au budget.

12. Projet d'éclairage de l'enclos de l'Eglise

Le Maire expose l'avis du bureau municipal, qui souhaite mettre en valeur l'église dont la restauration sera terminée pour la fin de l'année. Le bureau municipal propose d'élaborer un projet afin d'éclairer l'enclos paroissial et l'en modifier pour y inclure un cheminement piétonnier. Le Maire précise que des subventions peuvent être sollicitées dans la mesure où le programme s'inscrit dans une démarche globale de restauration. Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (20 pour) autorise le Maire à réaliser cette opération : rechercher un maître d'œuvre et prévoir la dépense au budget.

13. Projet de restauration des Bannières

Jean-Claude Stourm, adjoint aux Affaires Scolaires, Culture et Jeunesse, informe le conseil municipal du fait que Madame Gargadennec, conservateur des Antiquités et Objets d'Arts du Conseil Général a examiné les bannières de procession. Elle propose d'engager cette année le nettoyage et la conservation de trois d'entre elles. Des devis ont été demandés et le plus intéressant, l'atelier "Restauration textile" de Patricia Hood de Mahalon, se monte à 1 345 €TTC. Le conseil général participe à hauteur de 50% du montant HT (563€) et le Conseil Régional participe à hauteur de 15 %.

Les bannières sont :

Cœur Sacré de Jésus/St Evêque

St Louis de Gonzague/St Joseph

Vierge/Ste Jeanne d'Arc

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (20 pour) autorise le Maire à procéder à la restauration et prévoit la dépense au budget.

14. Projet de restauration du gymnase municipal

Jean-Bernard Yannic, adjoint aux Travaux et Voirie, fait part de l'état du gymnase municipal, qui a subi de nombreux dégâts notamment au niveau de la toiture. Il conviendrait aujourd'hui d'engager des mesures de restauration pour le préserver. Des devis ont été demandés et déjà été demandés et des subventions peuvent également être sollicitées. Le montant des travaux à réaliser pourrait se monter à 25 000 €.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (20 pour) autorise le Maire à procéder à la restauration et prévoit la dépense au budget.

15. Projet de restauration des Affiches

Jean-Claude Stourm, adjoint aux Affaires Scolaires, Culture et Jeunesse, présente le projet de restauration du fond d'affiches (41) exceptionnel, que la Commune possède. La plus ancienne date de 1889 et le reste couvre la première moitié du 20^e siècle. L'état actuel de ces affiches est mauvais. La direction départementale des Archives a été sollicitée pour nous guider et nous conseille, après analyse des différentes offres, de travailler avec l'Atelier Pergamena de la Trinité-sur-Mer. Le montant des travaux se monte à 3 254.23 €HT sans option. Des subventions peuvent être sollicitées auprès des administrations habituelles.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (19 pour, 1 abstention) autorise le Maire à procéder à la restauration et prévoit la dépense au budget.

16. Projet d'acquisition de Joëlette (matériel pour personne à mobilité réduite)

Gaby Peton, adjointe à l'Action Sociale et Solidarité, présente le projet de Joëlette : afin de pouvoir proposer des activités de randonnée à des personnes à mobilité réduite, le bureau municipal suggère d'acquérir un matériel adapté qui sera mis à disposition du public. Le montant de cette "chaise au porteur" se monte à 2 233 €HT par unité. Il est également possible d'obtenir des subventions.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (20 pour) autorise le Maire à acquérir le matériel, solliciter les subventions et prévoit la dépense au budget.

17. Proposition d'attribution d'un nom pour l'aile nord de l'école Georges Le Bail

Pierrot Bosser, premier adjoint, donne les conclusions de la commission constituée pour déterminer le nom que portera le pôle multiple dans l'aile nord de l'école Georges Le Bail, dont les travaux se terminent.

La commission ad hoc a retenue la proposition suivante :

ESPACE PIERRE TREPOS

en hommage à cet universitaire de renom natif de Plozévet, à Kerhat. Gwiliou Vian était le compère de Per Jakez Hélias dans ses sketches, diffusés sur Radio Quimerc'h.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (19 pour, 1 abstention) attribue le nom de ESPACE Pierre TREPOS au pôle, et autorise le Maire à réaliser les démarches nécessaires.

18. Créances irrécouvrables

Le Maire retrace le dossier de la "SA Le Goff", qui a été vendue par la Commune. Cependant, même si le montant de la vente inclus l'intégralité des frais laissés à la charge de la Commune, certains mandats ne pourront jamais être honorés, les sociétés débitrices ayant été liquidées. Le Maire propose donc de procéder à leur irrécouvrabilité. Il s'agit de 32 083.24 € correspondant au montant de l'article 50 (relatif à la liquidation de société) et au solde de la company du meuble de bord.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour), autorise le Maire à admettre les dites-sommes en non valeur.

19. Citoyenneté d'honneur

Pierrot Bosser, premier adjoint, rappelle le combat de Ingrid BETANCOURT, cette femme franco-colombienne qui mène depuis longtemps, au péril de sa vie, une lutte contre la corruption du pouvoir lié aux cartels de la drogue. Enlevée le 23 février 2002 par les guérilleros des FARC (Forces Armées Révolutionnaires Colombiennes); elle est retenue depuis contre son gré. Il précise qu'il est important de mobiliser toutes les forces (y compris celles des gouvernements français et colombien) pour faire pression sur ceux qui la retiennent et pour rendre justice à son courage et à son engagement mais aussi pour défendre les droits humains et la démocratie.

Il remémore le vote le 29 mai 2003 d'une motion de soutien en faveur d'Ingrid Betancourt. La situation reste aujourd'hui totalement bloquée pour les otages colombiens et il propose aux Conseillers d'attribuer la citoyenneté d'honneur à Ingrid Betancourt.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, à l'unanimité (20 pour) attribue la citoyenneté d'honneur à Ingrid Betancourt et précise qu'au-delà de ce geste symbolique, c'est un soutien à tous les otages colombiens et à tous les otages du monde, avec une pensée toute particulière pour Florence Aubenas et de son guide Hussein Hanoun.

20. Médaille de la Ville

Le Maire informe l'assemblée de la situation de Monsieur Jean Flour, Président durant près de 27 ans de l'association des donneurs de sang, et précise qu'il remplit les conditions pour bénéficier de la médaille de la ville. Une cérémonie sera organisée le 29 mai prochain à cette occasion.

21. Subvention d'aide humanitaire

Le Maire demande aux conseillers de bien vouloir octroyer une subvention exceptionnelle à l'aide humanitaire à la suite de la catastrophe déclenchée par le Tsunami. Il suggère dans la mesure où les fonds récoltés en Asie ont été prolifiques, de ne pas réserver cette subvention uniquement aux conséquences mêmes de la catastrophe, mais de l'attribuer à une association humanitaire œuvrant pour toute cause. Le Maire propose d'allouer 1 500 € et ouvre le débat.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide d'attribuer une somme de 1 500 €uros à l'association *Enfants du Monde*.

22. Motion pour la défense des services publics

Le Maire fait lecture de la motion prise par l'Association des Maires du Finistère concernant la défense des services publics ; L'AMF 29 constate en effet que bien que se mettent en place à Matignon la Conférence nationale des services publics en milieu rural, les suppressions de services publics dans les communes rurales du Finistère se multiplient et que les restructurations annoncées ne peuvent qu'aggraver les inquiétudes et que faute d'un service public de qualité accessible à tous. Il devient très difficile pour les maires de maintenir une vie communale attractive sur leurs territoires. En conséquence, l'association départementale demande, partageant ainsi pleinement la position de l'Association des Maires de France

- que le principe de concertation et de négociation avec les élus avant toute réorganisation soit respecté,
- que cette nouvelle Conférence débouche sur des mesures concrètes et non uniquement des « réflexions » ou « expérimentations ».

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour), adopte la motion et autorise le Maire à en informer qui de droit.

23. Motion contre le projet d'amendement Poignant (éoliennes)

Le Maire fait part au conseil du projet de loi d'Orientation sur l'Energie et des amendements de Messieurs Poignant, Ollier et Nicolas, qui prévoit en particulier qu'à compter de deux ans après la parution de la loi, que seul les parcs éoliens d'une puissance supérieure à 20 mégawatts et situés dans des zones définies par le Ministre chargé de l'énergie pourront bénéficier de l'obligation d'achat de l'électricité qu'ils produisent.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour), adopte la motion présentée par le Maire.

Situation du foyer logement de Plozévet

Le Maire fait lecture à l'assemblée de la demande de subvention émanant du Foyer Logement de Plozévet, et propose de surseoir à statuer en attendant les discussions engagées avec la Communauté de Communes.

Informations diverses :

- Jean-Claude Stourm, adjoint au Maire, fait le point de la visite de la délégation japonaise dans la Commune, et fait part de leur grande satisfaction.
- Le Maire rappelle l'enquête d'utilité publique en cours, invite tous les conseillers à participer au nettoyage des plages et à noter le référendum du 29 mai prochain.